

FPT : l'appel à la raison

JOURNAL DE SAONE-ET-LOIRE
PARUTION DE L'ARTICLE :
MERCREDI 11 JUILLET 2012



Sébastien Listrat, délégué SNI/UNSA
expose le point de vue de son syndicat. Photo LP

La plus grosse entreprise de Bourgogne est aujourd'hui menacée. Un syndicaliste dénonce l'attitude d'une partie des salariés.

Le groupe italien Fiat Industrial a décidé d'injecter 11 millions d'euros dans son usine de fabrication de moteurs de poids lourd à Bourbon-Lancy, aujourd'hui en pôle position du secteur industriel bourguignon avec 1 400 salariés. Le problème, c'est qu'en échange de cet investissement colossal, les salariés de Fiat PowerTrain Technologies sont appelés à faire des heures supplémentaires obligatoires durant deux mois, réparties entre le vendredi après-midi et le samedi matin.

Un coup de collier temporaire mais nécessaire

« La direction nous a sollicités pour que la production du mois d'août soit réalisée entre juin et juillet », explique Sébastien Listrat, secrétaire du SNI/UNSA (Syndicat national indépendant/Union nationale syndicat autonome).

Un coup de collier indispensable pour faire face aux commandes avant l'installation de la nouvelle ligne de montage en septembre. « L'entreprise se modernise pour répondre à la fabrication d'une nouvelle gamme de moteurs en conformité avec les prochaines normes européennes. Avec ces 11 millions d'investissement notre entreprise sera compétitive. » Et donc pourra relancer une activité en dents de scie depuis 2009 (1 à 3 semaines de chômage par mois et une centaine de départs volontaires fin 2009).

Trois syndicats contre le travail obligatoire

Mais « le caractère obligatoire des heures supplémentaires, surtout le 14 juillet », dérange les trois autres syndicats, qui appellent les salariés à faire la grève ces jours de travail imposés. Pour l'heure la moitié du personnel suit le mouvement, au risque de mettre en péril l'entreprise qui, « sans cet investissement de 11 millions, est morte dans moins de cinq ans » s'indignait hier le jeune syndicaliste SNI.

Quant à la direction, hormis paraître exaspérée par cet appel à la grève dans ce contexte de crise, notamment dans l'industrie, elle n'a pas souhaité faire de commentaires sur la situation.

L'entreprise FPT à Bourbon-Lancy doit faire face à des jours de grève précis. En péril à cause d'un jour férié

JOURNAL DE SAONE-ET-LOIRE
PARUTION DE L'ARTICLE :
JEUDI 12 JUILLET 2012



Une réelle fragilité pour la plus grosse entreprise privée de Bourgogne. Photo JSL

Le groupe Fiat Industrial veut investir dans son usine de Bourbon-Lancy pour assurer la pérennité de celle-ci. Mais les conditions ne plaisent pas à tout le monde. Explications.

Si l'investissement de 11 millions d'euros prévus par le groupe ne se fait pas, dans moins de cinq ans, on est mort. » Sébastien Listrat, secrétaire du Sni/Unsa (Syndicat national indépendant/Union nationale syndicat autonome) souhaite réagir avant qu'il ne soit trop tard. Car pour lui, il s'agit là d'une opportunité qui vaut bien quelques efforts des salariés de la plus grosse entreprise privée de Bourgogne. « Ivéco, notre principal client, traverse de grandes restructurations car de nouvelles normes européennes imposent une nouvelle gamme de moteurs. »

Une nouvelle ligne, un salut pour FPT

Pour rester compétitif, Fiat Powertrain Technologies doit donc ouvrir en septembre une nouvelle ligne de montage, « qui permettra aussi aux salariés de travailler dans de meilleures conditions », selon le délégué syndical. Un salut pour l'entreprise du nord Charolais qui, depuis 2009, connaît une activité en dents de scie, source de chômage partiel « entre une et trois semaines par mois pour les salariés ».

Sauf qu'une partie des salariés refuse aujourd'hui certaines négociations. « La direction nous a sollicités pour que la production du mois d'août soit réalisée entre juin et juillet, explique Sébastien Listrat. Cela implique de venir travailler en heures supplémentaires obligatoires trois vendredis après-midi ou trois samedis matin, selon les équipes, pendant ces deux mois. »

Contre le travail obligatoire un jour férié

Un appel à la grève avait alors été lancé par Solidaire Sud FPT en juin, peu suivi. Mais là, ce sont trois organisations syndicales sur quatre (CGT, FO et Solidaire Sud) qui se rebellent, entraînant la moitié des 1 400 salariés dans leur mouvement. **« Ce qui nous dérange, confie Jean-Marc Soisson, délégué CGT, c'est le caractère obligatoire de ces heures, principalement pour le 14 juillet, jour férié. La flexibilité a ses limites. »**

Car selon le secrétaire de la CGT, Ludovic Courbe, « ce projet d'investissement annoncé le 8 juin était déjà connu de la direction en mars. Elle aurait pu lisser la production à ce moment-là, sur le principe du volontariat, pour éviter ces heures supplémentaires obligatoires aujourd'hui. Nous ne sommes pas responsables de la gestion de l'entreprise et nous n'avons donc pas à travailler un jour férié, surtout celui de la fête nationale. C'est pourquoi nous avons appelé les salariés à faire grève uniquement ce jour-là. »

Côté FO, si le syndicat « ne voulait pas tout accepter en appelant à ne pas venir travailler les deux vendredis et samedis de juillet, il a pris bonne note de l'évolution des propositions de la direction et laisse à présent le choix à chacun de décider de ce qu'il doit faire ». Patrice Zbinden, secrétaire de Solidaire Sud, insiste quant à lui sur « la protection des salariés. Avec notre appel à la grève, le salarié a le choix de ne pas venir sans risquer de s'exposer à la sanction. Depuis le début, nous sommes favorables à cet investissement, mais aujourd'hui, la direction ne peut affirmer qu'il garantira la pérennité de l'entreprise. D'où notre refus à nous investir. »

L'appel aux salariés de Garchizy

En attendant, pour pallier l'absence du personnel gréviste, FPT a dû, sur la base du volontariat, faire appel à d'autres salariés du groupe, ceux de Garchizy, dans la Nièvre, qui chôment actuellement 15 jours par mois. « Ce qui permet de réduire le chômage d'une semaine par mois pour une vingtaine de salariés volontaires sur 140 », indique M. Listrat. Mais ce renfort ne suffit pas à satisfaire la production. « Nous perdons 50 moteurs par semaine par rapport aux prévisions » s'alarme encore le syndicaliste Sni/Unsa. Une situation délicate, qui exaspère la direction, d'autant plus dans le climat actuel de crise économique que traverse l'industrie française.

La CGT